

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

Conseil Départemental de
l'Ariège (09)
Hôtel du Département
5 - 7 rue du Cap de la Ville
09001 FOIX CEDEX

AVIS DE MARCHÉ
SERVICES**Organisme acheteur**

Conseil Départemental de l'Ariège, Madame Christine TEQUI, 5-7 rue du Cap de la Ville, 09000 FOIX, FRANCE. Tel : +33 561020909.
E-mail : smarches@ariege.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale de l'organisme acheteur : <https://www.ariège.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

L'organisme acheteur agit pour le compte d'autres organismes : Non

Objet du marché

SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DE SECURITE DES VOIES VERTES DU DEPARTEMENT DE L'ARIEGE. Code CPV principal : 79715000

Lieu d'exécution

Département de l'Ariège

Caractéristiques**Type de procédure :**

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

La procédure d'appel d'offres ouvert relative au lot n°1 (Surveillance et entretien de sécurité des voies vertes), lancée le 17 mai 2021, a été déclarée sans suite pour motif fondé sur la redéfinition du besoin du pouvoir adjudicateur. La consultation est relancée sur la base d'un cahier des charges modifié avec le montant maximum annuel de commandes revu à la hausse, selon la procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence préalables en application de l'article R2123-1 2° du code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum avec maximum. Le contrat a pour objet la réalisation des opérations de surveillance et d'entretien courant pour maintenir la sécurité et la circulation sur les 81 km linéaires de voies vertes du Département de l'Ariège.

Description des prestations : - Patrouillage, surveillance et petit entretien de sécurité sur toute la longueur des voies vertes du Département de l'Ariège.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

Durée en mois : 12 mois à compter de l'ordre de service de démarrage, reconductible 3 fois.

A titre indicatif, les prestations seront exécutées à partir d'octobre 2021.

Valeur totale estimée HT : 66 666,67 EUR

Des variantes seront prises en considération : Non

Division en lots : Non

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Lundi 11 octobre 2021 - 17:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 4 (à compter de la date limite de réception des offres).

Conditions relatives au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Budget départemental, mandat administratif à 30 jours

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Aucune forme de groupement n'est imposée par le Pouvoir Adjudicateur

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

Autre justificatif / Commentaire :**Autre justificatif :**

Extrait de l'inscription au RCS (K ou k-bis) délivré par les services du greffe du tribunal de commerce, de moins de 3 mois, ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au Répertoire des Métiers.

Déclaration sur l'honneur : - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;

Attestation de régularité concernant l'emploi des travailleurs handicapés : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: Valeur technique 60%

2: Prix 40%

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

212021AE175

Date d'envoi du présent avis

22 septembre 2021